

STATEMENT BY  
AMBASSADOR GILLES RIVARD

FOR THE UNITED NATIONS / POUR LES NATIONS UNIES

NEW YORK, 6 DECEMBER 1971

DECLARATION DE  
L'AMBASSADEUR GILLES RIVARD

DECLARATION DU CANADA A L'UNION GÉNÉRALE DES ÉTATS AMÉRICAINS

At the recently concluded Fourth High Level Forum on Aid Effectiveness (HLEF) in Busan, Korea, Heads of State and Government, Ministers, and representatives

global development”.

The IMF World Economic Outlook (WEO) released in September 2011 has warned that the global economy has weakened and momentum has slowed.

downside risks are growing. According to the IMF, world growth is now projected to be 4.1 percent in 2011, down from 4.7 percent in 2010. Real GDP is expected to grow by 6.5 percent in emerging and developing economies but only 1.6 percent in advanced economies in 2011. The IMF outlook underlined that if the

global financial crisis were to worsen, the world will further weaken.

It is against this backdrop that the HLEF leaders discussed the need for a new

## Monterrey and Doha

Underlining the fact that today's complex architecture for development cooperation must involve a wide range of actors and mechanisms, a wide range of stakeholders,

governments, parliamentarians, multilateral and regional organizations, the World

Woods Institutions, and the civil society - at the Busan High Level Forum agreed to establish a new "global partnership that embraces diversity and recognizes the distinct roles that all stakeholders in co-operation can play to support development”.

The partnership recognizes the increased interdependence of the world economy and the importance of a coordinated approach to international cooperation.

Stakeholders agreed to take joint action to maximize the impact from the diverse

agreed to now play an integral part in a new and more inclusive development agenda based upon common goals, shared principles and differential commitments in support

Poverty and inequality continue to be a global challenge. With the 2015 deadline for the Millennium Development Goals now only a few years away, this urgency has become paramount.

... financing for development, both domestic or international, including foreign direct investment and private funding, as well as other avenues, such as borrowing of official

... financing mechanisms, working to ensure that ODA plays its full part, and ensuring that

... percent of capital flows into developing countries as a result of the growth in areas such

... private sector funding, domestic resources, remittances, and capital flows

... At the same time, there has been a downward trend in ODA flows in

(DAC).

Development is a key element of the 2030 Agenda for global recovery and... improve people's living standards worldwide

Leaders agreed to an Action Plan for Growth and Jobs to address short-term vulnerabilities and strengthen medium-term foundations for growth and committed to

"maximising growth potential and economic resilience in developing countries in

particular in low-income countries

while stressing "the pivotal role of ODA", Leaders also agreed that "over time, new sources of funding need to be found to address development needs" and discussed options advanced by Mr. Bill Gates including:

... forging new partnerships, such as with the BRICS, which can make a long impact by using their experience and technical capabilities,

... innovation, such as Canada's support for Advanced Market Commitments

... creating an environment for manufacturing local capital

mobilization of domestic resources and the effective management of those resources as  
the main driver of development.

Broad-based sustainable economic growth, including promotion increased international  
trade, is crucial for developing countries to achieve faster poverty reduction and  
economic development. To this end, Canada's international development  
strategy is a key element of its efforts to meet the Millennium Development Goals, and  
roadmap for reducing poverty.

The global economic and financial challenges underline the continued fundamental role  
and importance of international financial and technical cooperation for development.

Canada has met its commitment to double its overall international assistance to \$5  
billion a year by 2010. In 2006-07, Canada met its commitment to  
double aid to Africa in 2006-09 and has maintained it ever since. Canada has also  
untied nearly all of its aid, and all of its food aid. "Stimulating Sustainable Economic  
Growth" is one of 5 thematic priorities for Canada's international assistance efforts,  
which is directly relevant to the discussions we are having here today.

The Busan Outcome Document provides a strong basis for a broader principle-based  
partnership that puts country-ownership and results at its core.

Canada calls on all stakeholders in development to embrace the core principles of  
effective development cooperation reaffirmed at the Busan HLPF and to participate in a  
new global partnership so that we can collectively combat poverty.

Canada will continue to work to ensure our development assistance is focused on  
achieving sustainable development results: real, concrete and measurable results - centred on  
the priorities defined by our partner countries as we continue to strengthen our aid  
effectiveness agenda.

À l'occasion du Quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide au

les résultats que le monde se trouvait à une étape charnière sur le plan du

triangle et les risques que la situation se dégrade ne cessent de grimper. Le FMI prévoit  
que la croissance mondiale ne sera que de 4 p. 100 en 2011 et 2012, une baisse par  
rapport à la croissance de plus de 7 p. 100 enregistrée en 2009. En 2010, le FMI

Et si les économies qui tentaient de renverser ces prévisions, comme la maîtrise de la crise  
financière européenne, ne se concrétisent pas, la croissance dans le monde entier

Le Cinquième Dialogue de haut niveau se tient dans ce contexte et a pour objet

Comme l'architecture actuelle permet de la coopération pour le développement  
à travers la participation des États à un dialogue de haut niveau et de divers mécanismes, les  
participants au FMI ont convenu d'élaborer un nouveau partenariat mondial qui tienne la  
parole à la fin de la crise et de soutenir les pays émergents et les pays en développement.  
appuyer le développement.

Les participants ont reconnu que la situation économique et financière actuelle met en  
évidence l'interdépendance accrue de l'économie mondiale et l'importance d'

La panoplie d'intervenants ont convenu de prendre des mesures concertées pour  
maximiser les retombées des diverses sources de financement mises en évidence dans  
la Déclaration de Doha sur le financement du développement. Tous ont accepté de  
jouer un rôle actif dans le cadre d'un nouveau programme de développement

La pauvreté et l'inégalité demeurent le principal défi qui nous faut relever. Comme il ne reste que quelques années avant la date butoir de l'attitude de l'Organisation

mondiale pour le développement, il y a encore à faire.

Dans le cadre des conférences de Monterrey et de Doha, nous devons examiner à l'échelle nationale qu'internationale, y compris l'investissement étranger direct et le financement privé, ainsi que d'examiner toutes les options, notamment celles d'emprunter des capitaux officiels et privés, de recourir à des initiatives et des mécanismes d'allègement de la dette, de mettre en place des systèmes de financement novateurs, de veiller à ce que le commerce joue pleinement son rôle et de faire en sorte que les donateurs respectent leurs engagements.

Aujourd'hui, l'aide au développement des gouvernements et des organisations internationales, qui constituait auparavant le principal moteur de la croissance économique dans les pays en développement, ne représente plus que 10 p. 100 des mouvements de capitaux vers les pays en développement, et ce, en raison de l'importance accrue des sources comme le financement du secteur privé, les ressources nationales, les envois d'argent et les mouvements de capitaux.

Parallèlement, on a assisté à une augmentation massive de financements au développement provenant de sources autres que l'aide publique au développement. Comme l'a souligné le secrétaire général des Nations Unies à Doha, les flux d'investissements étrangers directs ont été multipliés par quatre au cours de l'an dernier, soit plus de quatre fois l'augmentation de l'aide publique au développement.

Le développement constitue un élément clé du programme du G20 approuvé à Cannes pour le redressement mondial et l'investissement dans la croissance future. Il représente également un facteur déterminant dans la création des emplois nécessaires pour améliorer la qualité de vie des habitants du monde entier.

Les dirigeants se sont entendus sur un Plan d'action pour la prospérité et l'emploi en croissance à moyen terme. Ils se sont aussi engagés à promouvoir la croissance dans les pays à faible revenu.

Ils ont souligné le rôle déterminant que joue l'aide publique au développement mais nous ont également encouragés à continuer de promouvoir la croissance dans l'avenir pour répondre aux besoins en développement. Ils ont ainsi assuré des options proposées par M. Bill Gates, dont les suivantes :

« établir de nouveaux partenariats » comme avec les membres du BRICS, qui

techniques;

mettre l'accent sur l'innovation ; comme le soutien qu'accorde le Canada aux

croissance économique durable

La croissance économique durable généralisée, y compris la promotion d'échanges

réduire plus rapidement la pauvreté et de se développer sur le plan économique. À

À cette fin, le Canada poursuivra ses efforts en vue d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement, lesquels constituent notre feuille de route dans la lutte pour éliminer la pauvreté.

Les défis économiques et financiers mondiaux viennent souligner le rôle fondamental et

l'importance de la coopération financière et technique à l'échelle internationale pour le développement, en particulier en ce qui a trait à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le développement.

Le Canada maintient ses engagements à l'égard de l'aide :

Le Canada a respecté son engagement à doubler les fonds qu'il accorde à l'assistance internationale par rapport aux montants de 2001-2002, et les a ainsi fait passer à 5 milliards de dollars en 2010-2011. En outre, le Canada a renoncé à son engagement à

doubler l'aide internationale en 2005-2006, une fois que le Canada a commencé à

« dans le cadre de ses efforts internationaux d'aide au développement, le Canada s'est

fixé cinq priorités thématiques, dont celle de stimuler la croissance économique durable

soit un objectif qui s'inscrit directement dans notre discussion d'aujourd'hui.

Le document sur les résultats de l'Énoncé de principes de l'OCDE sur l'efficacité de l'aide au développement est plus général fondé sur des principes et ayant pour piliers les résultats et l'appropriation des projets par les pays bénéficiaires.

Le Canada exhorte tous les intervenants à poursuivre ces efforts.

À l'occasion de la réunion de l'Énoncé de principes de l'OCDE sur l'efficacité de l'aide au développement.

Le Canada poursuivra ses efforts pour veiller à ce que son aide au développement demeure axée sur des objectifs de développement durable, soit des résultats réels tangibles et mesurables, guidés par les priorités définies par nos pays-partenaires, et ce, à mesure que nous continuons de consolider notre programme sur l'efficacité de l'aide.